

L'ONU et le Hamas : une Association de criminels

écrit par Christine Tasin | 9 janvier 2024





A peine une roquette tirée par le Jihad islamique palestinien a-t-elle explosé dans la cour de l'hôpital Al-Ahli de Gaza, que le Hamas a accusé Israël d'avoir bombardé l'hôpital tuant ainsi plusieurs centaines de personnes. Immédiatement, les Nations Unies ont rendu Israël responsable du tir, et le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a ajouté une condamnation d'Israël dans le discours qu'il a prononcé au sommet « la Ceinture et la Route » en Chine.

Photo : le parking de l'hôpital Al-Ahli à Gaza le 18 octobre 2023 après l'explosion d'une roquette lancée par le Jihad islamique palestinien. (Photo de Shadi Al-Tabatibi/AFP via Getty Images)

Depuis le 7 octobre, date à laquelle les terroristes du Hamas ont envahi le sud d'Israël et massacré au moins 1 200 personnes et kidnappé 240 Israéliens et représentants d'autres nationalités, **les Nations Unies ont agi comme le bras propagandiste officiel du Hamas, une organisation terroriste soutenue par l'Iran.**

La campagne de propagande qui a été mise en place diffame certes Israël, mais elle a surtout pour objectif d'exercer une pression diplomatique si forte qu'Israël sera contraint à un cessez-le-feu illimité. Le Hamas aura ainsi la vie sauve et suffisamment de temps pour regrouper ses forces et poursuivre ses activités terroristes.

Pour comprendre comment l'ONU a été transformé en officine de propagande en faveur du Hamas, il importe de mettre en lumière le rôle de l'Office de Secours et de Travaux des Nations unies (UNRWA). Cette agence spécialement créée par l'ONU pour les réfugiés palestiniens s'est confondue si étroitement avec le Hamas qu'il est difficile aujourd'hui de les distinguer. Le 7 octobre, en effet, alors que le Hamas massacrait des civils en Israël, les employés de l'UNRWA à Gaza ont célébré l'événement. UN Watch, une ONG de veille sur l'ONU, a rapporté les choses ainsi :

« Dès que la nouvelle de l'horrible massacre – diffusé en direct sur les réseaux sociaux par certains terroristes – a éclaté, le personnel de l'Office de Secours et de Travaux des Nations Unies (UNRWA) l'a immédiatement célébré et justifié sur Facebook... L'UNRWA a été le terreau du terrorisme palestinien depuis ses origines... La plupart des membres du commando qui ont assassiné 11 athlètes israéliens aux Jeux Olympiques de Munich en 1972 ... ont été élevés et éduqués dans les écoles de l'UNRWA... Mohamed Deif, le commandant des Brigades al Qassem du Hamas, qui ont orchestré le massacre du 7 octobre, a également été scolarisé à l'UNRWA. »

Selon Associated Press :

« De 2014 à 2020, les agences des Nations Unies ont dépensé près de 4,5 milliards de dollars à Gaza, dont 600 millions de dollars en 2020. Plus de 80 % de ce financement est allé à l'agence des Nations Unies pour les

réfugiés palestiniens, qui vient en aide aux trois quarts de la population de Gaza. 280 000 enfants à Gaza fréquentent des écoles gérées par l'UNRWA, qui fournit également des services de santé et une aide alimentaire. »

L'ONU, par l'intermédiaire de l'UNRWA, connaît tout de Gaza, y compris l'infrastructure terroriste du Hamas, son réseau de tunnels et l'utilisation qu'il fait des hôpitaux et des ambulances. Pourtant, tout au long de cette guerre, l'ONU a mimé son « horreur et le choc » qu'il éprouvait face aux mesures nécessaires prises par Israël contre les terroristes du Hamas intégrés à la société civile de Gaza. [Comme l'a souligné](#) le directeur général d'UN Watch, Hillel Neuer :

« L'ONU a 13 000 employés dans la petite bande de Gaza. Ils savent tout ce qui s'y passe... Tous savaient que l'infrastructure terroriste du Hamas se trouvait dans l'enceinte de l'hôpital, là où Israël n'attaquerait pas. Ils ont menti au monde pendant 16 ans. Dans le seul but de diaboliser Israël. »

Le 24 octobre, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, s'est abaissé à un niveau jamais atteint en reprenant le discours victimaire du Hamas. Il [a déclaré](#) que les attentats du 7 octobre « n'ont pas surgi du néant », ce qui revient à justifier les attaques terroristes. Parallèlement, l'ONU n'a pas daigné s'intéresser aux viols massifs, aux horribles tortures, aux meurtres impitoyables et aux enlèvements commis le 7 octobre.

Le silence de l'ONU sur la journée du 7 octobre est malheureusement conforme à sa politique de diabolisation constante d'Israël. L'ONU brandit sans cesse le droit humanitaire international, mais c'est le Hamas, – et non Israël – qui le viole. C'est le Hamas qui militarise des espaces civils protégés (lesquels perdent leur immunité dès qu'ils sont utilisés à des fins militaires) et c'est le

Hamas qui transforme les civils en boucliers humains. L'ONU n'a jamais appelé le Hamas à cesser d'utiliser la population civile pour protéger ses installations militaires, ni à cesser de faire étalage de bébés morts face aux caméras de télévision – pour imputer leur décès à Israël.

Pourquoi les civils de Gaza n'ont-ils pas accès aux 300 km de tunnels souterrains du Hamas pour se protéger des bombardements aériens ? Pourquoi les Forces de défense israéliennes ont-elles dû protéger les Gazaouis qui fuyaient vers le sud pour sauver leur vie – à la demande d'Israël – alors que le Hamas, armes à la main, tentait de les en empêcher ?

L'ONU impute aux opérations militaires d'Israël tous les crimes de guerre commis par le Hamas et prend pour des faits avérés toutes les affirmations farfelues du Hamas. Ainsi, les statistiques sur le nombre de victimes gazaouies n'incluent jamais – comme par hasard – les terroristes du Hamas. On n'y trouve que des femmes et des enfants.

Le 17 octobre, quand le Hamas a accusé Israël d'avoir bombardé l'hôpital Al-Ahli, à Gaza, clamant faussement que des centaines de patients avaient été tués, l'ONU s'est empressée de condamner Israël. Guterres qui participait au sommet « la Ceinture et la Route » en Chine [a inséré](#) dans son discours une ferme réprobation d'Israël et a appelé à un cessez-le-feu immédiat. De son côté, Dennis Francis, président de la 78e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, s'est [déclaré](#) « choqué et horrifié. »

Le 18 octobre, quand Israël [a démontré](#) qu'une roquette folle du Jihad islamique était à l'origine de la frappe sur la cour de l'hôpital, l'ONU n'a rien dit. Au contraire, l'ONU a surenchéri sur les réseaux sociaux, [accusant](#) Tsahal de cibler délibérément les écoles, les enfants, les civils, les hôpitaux et le personnel médical. Si le droit international stipule que ces établissements doivent être épargnés en

temps de guerre, cette protection ne joue pas quand ces mêmes écoles, hôpitaux et autres sites civils sont utilisés à des fins militaires.

La militarisation des hôpitaux, des écoles et d'autres sites civils par le Hamas n'a rien d'une information récente. « Lorsque le Hamas lance des roquettes sur Israël, il le fait à partir des hôpitaux et des écoles » [déclarait](#) déjà l'ancien président américain Bill Clinton en 2016.

En 2019, un [rapport](#) de l'OTAN déclarait sans détour :

« Le Hamas, groupe militant islamiste et autorité dirigeante de facto de la bande de Gaza, utilise des boucliers humains dans les conflits avec Israël depuis 2007. Selon le Statut de la Cour pénale internationale (CPI), les boucliers humains sont considérés comme un crime de guerre notamment lorsque « la présence d'un civil ou d'une autre personne protégée est instrumentalisée pour placer certains points, zones ou forces militaires à l'abri des opérations militaires. » Le Hamas utilise des zones résidentielles et commerciales pour lancer des roquettes, implanter des infrastructures militaires ou des centres de commandement et mener des attaques contre les forces de défense israéliennes (FDI).

« La logique stratégique des boucliers humains comporte deux volets. Primo, elle repose sur la volonté d'Israël de minimiser les dommages collatéraux et secundo, sur la sensibilité de l'opinion publique occidentale vis-à-vis des victimes civiles. Si Tsahal utilise la force et provoque un nombre important de victimes civiles, le Hamas peut accuser Israël de commettre des crimes de guerre, ce qui entraîne le risque d'un large éventail de sanctions. Alternativement, si Tsahal limite l'usage de la force militaire à Gaza afin d'éviter des dommages collatéraux, le Hamas sera moins vulnérable aux représailles israéliennes ; il pourra protéger ses positions tout en

continuant à se battre. »

Lorsqu'Israël a mené une frappe aérienne dans le nord de Gaza contre une ambulance utilisée par des terroristes du Hamas, Guterres s'est dit « horrifié », mais il a continué d'ignorer les crimes de guerre du Hamas. Dans les faits, l'ONU et le Hamas forment une association criminelle.

Un terroriste du Hamas qui a participé au massacre du 7 octobre et qui a été capturé, [a déclaré](#) lors d'un récent interrogatoire :

« Al-Qassam [la branche militaire du Hamas] possède ses propres ambulances, dont certaines sont situées sur la base militaire. Ces ambulances sont similaires aux ambulances civiles, de sorte qu'elles n'éveilleront pas de soupçons et ne seront pas bombardées par Israël. »

Un autre terroriste du Hamas capturé [a déclaré](#) :

« Pendant les combats, les ambulances sont utilisées, entre autres, pour évacuer les combattants, les commandants et divers agents. Elles transportent également de la nourriture, des marchandises et des armes, car c'est le moyen le plus sûr de les transporter. »

Un autre terroriste capturé [a déclaré](#) que les ambulances étaient d'une grande utilité pour transporter des « personnes importantes », comme les commandants du Hamas, car *« les Juifs n'attaquent pas les ambulances »*.

Lorsqu'Israël a publié des preuves que le Hamas avait installé un centre de commandement militaire sous l'hôpital Al-Shifa dans la ville de Gaza, le directeur de l'Organisation mondiale de la santé, Tedros Adhanom Ghebreyesus – l'homme qui a [dissimulé](#) la transmissibilité de la pandémie de COVID-19 en Chine et qui est [accusé](#) d'avoir

tenté de dissimuler trois épidémies de choléra en Éthiopie – a aussitôt [fustigé](#) Israël.

Le secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires humanitaires et coordonnateur des secours d'urgence, Martin Griffiths, [a écrit](#) :

« Je suis consterné par les informations qui font état de raids militaires contre l'hôpital Al Shifa à #Gaza. La protection des nouveau-nés, des patients, du personnel médical et de tous les civils doit primer sur toutes les autres préoccupations. Les hôpitaux ne sont pas des champs de bataille. »

Ces hauts responsables hypocrites de l'ONU feignent d'avoir ignoré qu'il existait une [base du Hamas à l'hôpital Al-Shifa](#). Ils espèrent être crus – mais nombre de médecins et journalistes étrangers étaient informés, et cela depuis des années.

Un médecin britannique qui travaillait à l'hôpital Al-Shifa il y a trois ans, a récemment [déclaré](#) – il a demandé l'anonymat – dans une interview télévisée :

« Lorsqu'on m'a demandé pour la première fois de travailler là-bas [à Al-Shifa], j'ai été immédiatement informé qu'il existait une zone dans l'hôpital dont je ne devais jamais m'approcher. Si je le faisais, je risquais d'être abattu... il était implicite que cette zone était utilisée à des fins non médicales... Je suis donc resté à l'écart, mais j'ai vu quelques personnes à l'air douteux n'appartenant pas au personnel soignant, entrer et sortir tout le temps. Il s'agissait d'une salle menant à un sous-sol. »

Un journaliste italien a raconté qu'en 2009, il s'était rendu à l'hôpital Al-Shifa pour interviewer des membres

blessés du Fatah. Peu après son arrivée, il s'est retrouvé nez à nez avec les gardiens du centre de commandement et de contrôle du Hamas situé sous l'hôpital :

« Shifa est un très grand complexe. Je me suis perdu, et à un moment, je me suis retrouvé dans un sous-sol face à deux hommes armés du Hamas en tenue militaire. Ils m'ont dit de sortir. J'ai eu l'impression qu'ils gardaient une porte de sécurité qui donnait accès à leurs infrastructures souterraines. Plusieurs sources palestiniennes avec lesquelles j'ai parlé plus tard ont confirmé que le centre de commandement et de contrôle du Hamas était situé sous l'hôpital Shifa et que [le chef du Hamas] Ismail Haniyeh s'y était caché tout au long de l'Opération Plomb Durci. »

Il est également probable que l'ONU, avec ses 13 000 employés à Gaza, savait, tout comme les infirmières et les médecins de l'hôpital, que des otages israéliens étaient détenus à Al-Shifa. Israël a récemment révélé que des terroristes du Hamas y avaient amené des otages en plein jour le 7 octobre, le personnel médical gardant même les portes ouvertes aux terroristes.

Le « choc et l'horreur » éprouvé par les responsables de l'ONU à la perspective de voir éliminé de la bande de Gaza son partenaire le Hamas, ne peut tromper personne ? Et peu importe que les médias prennent pour des faits les allégations du Hamas et de l'ONU.

La complicité manifeste de l'ONU avec le Hamas devrait finalement convaincre les États-Unis qu'une grande partie de l'ONU est une organisation destructrice qui prolonge les guerres. Son financement doit être réduit et son importance ne doit pas excéder le statut de relique corrompue, ce qu'elle est et qui ne mérite aucune place dans ce siècle.

ROBERT WILLIAMS

Robert Williams est un chercheur basé aux États-Unis.

<https://fr.gatestoneinstitute.org/20225/onu-hamas-criminels>